

N° 293.

**ESTHONIE, LETTONIE
ET LITUANIE**

Convention concernant les relations
postales, télégraphiques et télé-
phoniques, signée à Riga le
12 juillet 1921.

**ESTHONIA, LATVIA
AND LITHUANIA**

Convention concerning Postal, Tele-
graphic and Telephonic relations,
signed at Riga, July 12, 1921.

No. 293. — CONVENTION¹ ENTRE L'ESTHONIE, LA LETTONIE ET LA LITUANIE CONCERNANT LES RELATIONS POSTALES TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES, SIGNÉE A RIGA LE 12 JUILLET 1921.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères d'Esthonie. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 12 juillet 1922.

La RÉPUBLIQUE D'ESTHONIE, représentée par le Ministre des Affaires étrangères, M. Antoine PIIP, d'une part,

et la RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, représentée par le Président du Conseil, M. Siegfried MEIEROVICS,

et la RÉPUBLIQUE DE LITUANIE, représentée par le Ministre des Affaires étrangères, M. le Dr Joseph PURYCKIS, d'autre part,

étant tombées d'accord de conclure une Convention concernant les relations postales, télégraphiques et téléphoniques, ont convenu des dispositions suivantes :

Article 1.

ETENDUE DE LA VALIDITÉ DE L'ARRANGEMENT.

Les dispositions de cette Convention sont de vigueur exclusivement dans les relations réciproques entre les contractants, sauf les cas où le contraire est expressément stipulé. Dans tous les cas non prévus par cette Convention, sont applicables les dispositions de la Convention principale et de la Convention concernant l'échange des colis postaux de l'Union postale universelle et des arrangements de l'Union postale universelle concernant les lettres et boîtes avec valeur déclarée, le service des mandats-poste et l'intervention de la poste dans les abonnements des journaux et publications périodiques.

Article 2.

ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION.

Chaque pays contractant est loisible de fixer la date dès laquelle il voudra s'obliger de mettre à exécution la Convention en entier ; toutefois, la réglementation et l'extension des relations réciproques, conformément aux stipulations des articles 3, 4, 5, et 9 à 15 inclus est obligatoire dans deux mois au plus tard après la ratification de la Convention.

¹ Ratifiée par l'Esthonie le 16 décembre 1921.

¹ TRADUCTION — TRANSLATION.No. 293. — CONVENTION² BETWEEN ESTHONIA, LATVIA AND LITHUANIA CONCERNING POSTAL, TELEGRAPHIC AND TELEPHONIC RELATIONS, SIGNED AT RIGA JULY 12, 1921.

French official text communicated by the Esthonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place on July 12, 1922.

The REPUBLIC OF ESTHONIA, represented by M. Antoine PIIP, Minister for Foreign Affairs of the one part,

and the REPUBLIC OF LATVIA, represented by M. Siegfried MEIEROVICS, President of the Council,

and the REPUBLIC OF LITHUANIA, represented by Dr. Joseph PURYCKIS, Minister for Foreign Affairs, of the other part,

having agreed to conclude a Convention regarding postal, telegraphic, and telephonic relations, have laid down the following regulations :

Article 1.

EXTENT OF THE VALIDITY OF THE ARRANGEMENT.

The provisions of this Convention shall be valid exclusively with regard to mutual relations between the Contracting Parties except in cases in which the contrary is expressly stated. In all cases not provided for by this Convention, the regulations of the Principal Convention of the Universal Postal Union and of its Convention regarding the exchange of postal parcels and the Universal Postal Union's arrangements concerning the exchange of letters and parcels (*boîtes*) of a declared value, money orders, and the agency of the Post Office in respect of subscriptions to newspapers and periodicals, shall be applicable.

Article 2.

ENTRY INTO FORCE OF THE CONVENTION.

Each contracting country is authorised to fix the date on which it will put into force the Convention as a whole, but the regulation and extension of mutual relations in conformity with the provisions of Articles 3, 4, 5 and 9 to 15 inclusive, are compulsory within two months at the latest after the ratification of the Convention.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Ratified by Esthonia December 16, 1921.

Article 3.

ENVOIS DE LA POSTE AUX LETTRES.

1. Pour les envois de la poste aux lettres mentionnés dans la Convention principale de l'Union postale universelle, les taxes en vigueur dans les services intérieurs du pays sont applicables, à condition qu'elles n'excèdent pas les taxes les plus basses dans les relations avec quelque autre pays que ce soit.

2. Le transport en transit de la poste aux lettres est effectué gratuitement.

Article 4.

LETTRES AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

1. Les stipulations de l'article 3, § 1-2, sont aussi valables, par analogie, en ce qui concerne les droits d'assurance des lettres et boîtes avec valeur déclarée.

2. Des décomptes réciproques sur les droits perçus n'auront pas lieu.

3. Chaque pays contractant est loisible de fixer le montant maximum de la valeur à déclarer, à condition qu'il n'excède pas la somme de 10.000 francs suisses calculée en monnaie du pays expéditeur de l'envoi.

4. Jusqu'à nouvel avis, sont admis à l'échange seulement les lettres déclarées ouvertes. D'un commun accord des états participants, l'échange de lettres fermées pourra être admis.

Article 5.

COLIS POSTAUX.

1. Le maximum de la valeur déclarée est fixé à 500 francs.

2. Le poids des colis postaux est limité à 15 kilos.

3. Les dispositions de l'article 3, § 1, concernant les droits de port des envois de la poste aux lettres sont applicables, par analogie, aux colis postaux en ce qui concerne les droits d'assurance desquels les pays expéditeurs bonifient en entier.

Chaque Etat participant au transport territorial perçoit 50 cts, et participant au transport maritime 25 cts par chaque poids de 5 kilogrammes, ou fraction de 5 kilogrammes du poids des colis.

Article 6.

MANDATS DE POSTE.

1. Comme modification des dispositions de la Convention de l'Union postale universelle, il est convenu que les décomptes entre les pays participants pendant que le taux d'échange de leur monnaie est encore sujet à de grandes oscillations, seront effectués de cette façon que chaque pays verse à l'autre pays le montant entier ou total des mandats payés par ce dernier.

2. Le pays expéditeur des mandats de poste a la faculté d'exiger des déposants le versement du montant du mandat dans la monnaie du pays de destination du mandat.

3. Dans les cas de mandats de poste pour une somme élevée, l'office postal destinataire a le droit de s'informer par le télégraphe, gratuitement, de l'authenticité du mandat.

Article 3.

CORRESPONDENCE BY LETTER POST.

(1) In regard to the correspondence by letter post referred to in the Principal Convention of the Universal Postal Union, the tariffs in force for inland correspondence shall be applicable, on condition that they do not exceed the lowest tariffs in force in the country in relation to any other country.

(2) The transit carriage of the letter post shall be effected free of charge.

Article 4.

LETTERS OF A DECLARED VALUE.

(1) Similarly, the regulations of Article 3, paragraphs 1-2, shall also be valid in regard to the insurance of letters and parcels (*boîtes*) of a declared value.

(2) Mutual accounts in respect of dues levied shall not be kept.

(3) Each contracting country shall be authorised to fix the maximum sum which may be declared, on condition that it shall not exceed the sum of 10,000 Swiss francs, reckoned in the currency of the country sending the article.

(4) ¹/₂ Until further notice, only open letters of declared value will be accepted for exchange. The exchange of closed letters may be allowed by mutual agreement between the Contracting States.

Article 5.

POSTAL PARCELS.

(1) ¹/₂ The maximum value which may be declared shall be fixed at 500 francs.

(2) ¹/₂ The weight of postal parcels shall be limited to 15 kgs.

(3) The regulations in Article 3, par. 1, regarding the tariff imposed on correspondence by letter post, shall also be applicable to postal parcels as regards insurance duties, the whole benefit of which shall go to the forwarding country.

Each country taking part in the transport by land of a parcel shall charge 50 cts. per 5 kgs. or fraction of 5 kgs., and 25 cts. in the case of transport by sea.

Article 6.

MONEY ORDERS.

(1) In modification of the regulations of the Convention of the Universal Postal Union, it is agreed that accounts shall be established between the contracting countries as long as the rate of exchange of their currencies remains subject to considerable fluctuations, and each country shall refund to the other country the total amount of the money orders paid by the latter.

(2) The country forwarding money orders shall have the option of demanding that the sender shall pay the amount of the order in the currency of the country to which the order is being sent.

(3) In the case of money orders for large sums, the Post Office of destination shall be authorised to verify the authenticity of the order by telegraph free of charge.

Article 7.

SERVICE DE REMBOURSEMENT.

Chaque pays détermine le maximum pour chaque envoi à condition qu'il n'excède 1.000 francs.

Article 8.

ABONNEMENT AUX JOURNAUX.

1. Le prix de revient des journaux et périodiques est communiqué en monnaie du pays dans lequel les journaux paraissent.

2. Les périodes d'abonnement sont 1, $\frac{1}{2}$ et $\frac{1}{4}$ d'année, ou 1 et 2 mois.

Article 9.

COMMUNICATIONS, TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES.

1. Dans les relations télégraphiques entre pays limitrophes seront perçues les taxes du service interne de chaque pays. Si un câble sous-marin est employé, un supplément de droits peut être perçu selon un arrangement spécial entre les pays intéressés, mais le total des droits ne pourra excéder la taxe la plus basse en vigueur dans ce pays dans les relations avec quelque autre pays que ce soit. Les décomptes réciproques n'auront pas lieu, mais sur demande d'un des Etats, l'autre des Etats participants organisera les décomptes pour télégrammes avec réponse payée.

2. Dans les relations par le territoire d'un tiers Etat, les derniers perçoivent les droits de transit en vigueur en les rabaisant réciproquement autant que possible.

3. Pour régler le service des décomptes et normer les taxes, l'Esthonie, la Lettonie et la Lituanie s'engagent à prendre des mesures pour fixer, conformément aux dispositions de la Convention internationale télégraphique et avec l'adhésion du Gouvernement suisse, des taxes terminales et de transit propres à ces Etats.

4. Pour assurer les communications télégraphiques le service radiotélégraphique est à organiser le plus tôt possible. L'échange de radiotélégrammes avec des navires aura lieu conformément aux dispositions internationales y relatives. Dans les relations directes entre des stations de terre des pays contractants, les droits seront égaux à la taxe des télégraphes à fils et aucun décompte n'aura lieu.

Article 10.

DÉCOMPTES.

Les décomptes s'effectuent, sauf dispositions contraires fixées par cette Convention, conformément aux stipulations de l'Union postale universelle, dans la monnaie du pays créditeur, en calculant le montant d'après le taux d'échange annoncé pour la période des décomptes par le pays respectif.

Article 7.

CONSIGNMENTS BY "VALUE PAYABLE" POST.

Each country shall determine the maximum value payable of any one consignment, on condition that it shall not exceed 1,000 francs.

Article 8.

SUBSCRIPTION TO NEWSPAPERS.

(1) The net price of newspapers and periodicals shall be stated in the currency of the country in which the newspapers are published.

(2) The periods of subscription shall be yearly, half yearly, quarterly, monthly and bi-monthly.

Article 9.

TELEGRAPHIC AND TELEPHONIC COMMUNICATIONS.

(1) In telegraphic communications between neighbouring countries the home tariff of both countries shall be charged. When a submarine cable is used, additional duties may be charged by special agreement between the countries concerned, but the total charges shall not be in excess of the lowest tariff in force in the country in its relation to any other country. No mutual accounts shall be kept, but at the request of one of the States the other State shall establish accounts for reply-paid telegrams.

(2) In the case of communications through the territory of a third State, the latter shall charge the transit dues in force and shall, as far as possible, arrange for mutual reductions.

(3) In order to facilitate the settlement of accounts to equalise the tariffs, Esthonia, Latvia and Lithuania pledge themselves to take measures to fix appropriate terminal and transit tariffs in conformity with the regulations of the International Telegraphic Convention and with the approval of the Swiss Government.

(4) In order to assure telegraphic communications, a wireless telegraph service shall be organised as soon as possible. The exchange of wireless telegrams with ships shall take place in accordance with the international regulations relating thereto. In direct communications between the land stations of the contracting countries, the tariff charged shall be the same as the one in force for the telegrams by wire and no accounts shall be kept.

Article 10.

ACCOUNTS.

Except where the contrary is laid down by this Convention, accounts shall be established in conformity with the regulations of the Universal Postal Union, in the currency of the creditor country, the amount being calculated at the rate of exchange published for the financial period by the country concerned.

Article 11.

INFORMATIONS RÉCIPROQUES.

Les informations réciproques concernant les prohibitions à entrer en vigueur, les règlements concernant le conditionnement des colis postaux, l'équivalent de la monnaie et toutes autres informations exigées selon les arrangements internationaux et les règlements d'exécution y relatifs, seront communiqués réciproquement dans un mois au plus tard après la ratification de cette Convention.

Article 12.

DURÉE DE LA CONVENTION.

La durée de la Convention n'est pas limitée. Chaque pays contractant a le droit de se retirer de cette Convention moyennant un avis donné six mois à l'avance.

Article 13.

RÈGLEMENTS D'EXÉCUTION.

L'administration lettone se charge de l'élaboration du règlement d'exécution. Le projet sera remis dans deux mois au plus tard après la signature de la Convention.

Article 14.

LITIGES ET ARBITRAGE.

Les cas de dissentiment relativement à l'interprétation de la présente convention sont décidé par l'arbitrage de trois pays étrangers.

Article 15.

RATIFICATION.

Cette Convention doit être dûment ratifiée.

En foi de quoi la présente Convention a été signée à Riga le douze juillet mil neuf cent vingt et un en trois exemplaires.

(Signé) ANT. PIIP.

(Signé) S. A. MEIEROVICS.

(Signé) D^r J. PURYCKIS.

Article 11.

MUTUAL INFORMATION.

Mutual information regarding restrictions to be enforced, regulations regarding the sending of postal parcels, the comparative value of currency, and all other information required in accordance with international arrangements and the executive regulations relating thereto, shall mutually be communicated within one month at the latest after the ratification of this Convention.

Article 12.

DURATION OF THE CONVENTION.

The duration of the Convention is not limited. Each contracting country shall have the right to withdraw from this Convention at six months' notice.

Article 13.

EXECUTIVE REGULATIONS.

The Latvian Authorities undertake to draw up executive regulations. The draft shall be submitted within two months at the latest after the signature of the Convention.

Article 14.

LITIGATION AND ARBITRATION.

Disputes regarding the interpretation of the present Convention shall be decided by the arbitration of three foreign countries.

Article 15.

RATIFICATION.

This Convention must be duly ratified.

In witness whereof the present Convention was signed at Riga on July the twelfth, one thousand nine hundred and twenty-one, in triplicate.

(Signed) ANT. PIIP.

(Signed) S. A. MEIEROVICS.

(Signed) Dr. J. PURYCKIS.

